



FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°021/ASMI/FEICOM/DG/2023

DU 12.8 AOUT 2023

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET EN VUE DU CONTROLE DE LA CONFORMITE DES
INSTALLATIONS ELECTRIQUES ET DE SECURITE-INCENDIE DE L'IMMEUBLE SIEGE ET DES AGENCES
REGIONALES DU FEICOM

1-CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), Établissement Public à caractère économique et financier, créé en 1974 par la loi portant organisation communale, et placé sous la double tutelle du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL) et du Ministère en charge des Finances (MINFI), a pour mission principale de contribuer au développement harmonieux de toutes les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) sur la base de la solidarité nationale et de l'équilibre inter-régional et intercommunal, en liaison avec les administrations concernées.

Depuis sa restructuration en 2005, l'organisme a engagé plusieurs réformes visant l'amélioration de ses processus internes, de sa gouvernance, de son fonctionnement et des conditions de travail de ses employés. En vue d'obtenir de meilleures performances, de garantir le respect des normes et règlements au sein de l'institution, des réformes d'envergure ont été initiées, notamment la mise sur pied d'un Système de Management de la Qualité (SMQ) basé sur une démarche de progrès, qui a porté l'organisme vers sa certification à la norme ISO 9001 version 2008 en 2009 et la migration de son système de management à la version 2015 de cette norme en 2017. Sur cette base, le FEICOM a pu obtenir, tant dans le domaine de la mobilisation des ressources destinées au développement des Collectivités Territoriales Décentralisées que dans le financement des projets de développement local, des niveaux de résultats jamais atteints auparavant.

Dans une dynamique d'amélioration continue, le nouvel organigramme adopté par le Conseil d'Administration en sa session du 28 juillet 2020, consacre l'adoption par l'organisme, d'un système de management intégré Qualité-Sécurité Environnement. Celui-ci met en évidence le développement simultané d'un Système de Management de la Qualité (SMQ), du management environnemental et du management de la Santé et Sécurité au Travail. L'adoption du management environnemental a conduit à la certification de l'organisme à la norme ISO 14001/2015 qui consacre la reconnaissance d'une démonstration par le FEICOM, d'un engagement environnemental conforme aux standards internationaux. A travers cet engagement, l'organisme travaille à réduire l'impact de ses activités sur l'environnement.

L'une des exigences liées à la réduction de l'impact environnemental de l'organisme consiste en la surveillance régulière de la conformité des installations électriques et des dispositifs de sécurité incendie de ses immeubles. L'idée étant de pouvoir évaluer la conformité des bâtiments de l'organisme dans ces différents domaines et de procéder aux ajustements recommandés au terme des études effectuées.

2. Objet de la prestation

Le Directeur Général du FEICOM, Maître d'Ouvrage, lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt en vue de la pré-qualification d'un Consultant pouvant assurer :

- l'évaluation de la conformité des installations électriques de l'Immeuble Siège et les Agences Régionales, puis le contrôle de la conformité desdits bâtiments ;
- l'évaluation de la conformité des moyens de secours et de sécurité de l'Immeuble Siège et des Agences Régionales contre l'incendie.

3. Nature et consistance des prestations

La présente mission est contractuelle, et a pour objectif de recruter un consultant qui devra :

1. Procéder à l'audit des installations électriques de l'Immeuble Siège et des Agences Régionales suivant les référentiels ci – après :
 - Loi n° 2011/022 du 14 décembre 2011, régissant le secteur de l'électricité au Cameroun ;
 - Arrêté conjoint n° 002164/MINMIDT/MINEE du 20 juin 2012, rendant d'application obligatoire la Norme Camerounaise NC 244 C 15 100 : 2011-08 installations électriques à basse tension ;
 - Normes : NC 244 C15100 (2011) ; NF C 15-100 (12-2002) ; NF C 13-100 (04-2001) ; NF C 13-200 (09-2009) ; NF C 15-211 (08-2006) ; NF C 15-150-1 (10-1998) ;

2. Procéder à l'audit des moyens de secours de l'immeuble Siège et des Agences Régionales contre les incendies, suivant les référentiels ci – après :
 - Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;
 - Code du travail ;
 - Norme NF S 62-201 – Robinets d'incendies armés équipés de tuyaux semi-rigides-Règles d'installation et de maintenance de l'installation ;
 - Norme NF S 62-200 – Poteaux et bouches d'incendie- Règles d'installation, de réception et de maintenance ;
 - Règle Technique R4 de l'APSAD-Extincteurs mobiles ;
 - Règle Technique R5 de l'APSAD - Installation des robinets d'incendie ;
 - Règle Technique R6 de l'APSAD – Règles d'Organisation d'un service de sécurité incendie ;
 - Règle Technique R7 de l'APSAD – Installation de détection automatique d'incendie ;
 - Règle Technique R18 de l'APSAD – Installations électriques contrôlées par vérificateur agréé.

4. Méthodologie

De façon spécifique, le consultant devra :

❖ En terme d'audit des installations électriques :

- Procéder au classement des locaux et emplacements en fonction des influences externes ;
- Déterminer les caractéristiques de installations électriques vérifiées, notamment en matière de :
 - Protection et commande des canalisations HT ;
 - Modes de pose des canalisations en HT ;
 - Commande et sectionnement des canalisations BT ;
 - Type de câbles et modes de pose des canalisations en BT ;
- Vérifier les installations de basse tension, notamment les circuits basse tension et les sources basse tension ;
- Donner les résultats des mesures et essais ;
 - Mesures d'isolement ;
 - Vérification de la continuité et de la résistance des conducteurs de protection et des liaisons équipotentielles ;
 - Essais de déclenchement des dispositifs différentiels résiduels ;
 - Mesure des impédances de boucle (protection « contacts indirects ») ;
 - Mesure de résistance de prise de terre ;
 - Appareils de mesure utilisés.

❖ En terme d'audit des moyens de secours contre l'incendie :

- Procéder à la description des moyens de secours incendies existants, notamment :
 - Les moyens d'extinction (une installation de robinets d'incendie armés, plusieurs extincteurs portatifs, un poteau incendie, une installation d'extinction automatique à gaz dans la salle des serveurs informatiques ;
 - Les moyens de détection et d'alarme (un système de sécurité incendie de type adressable) ;

- Procéder à l'examen des installations, précisément :
 - Les moyens de secours contre l'incendie ;
 - Les moyens d'extinction ;
 - Les dispositifs visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers ;
 - Le système de détection incendie ;
 - Le Système de Mise en Sécurité Incendie (SMSI) ;
 - Le système d'alarme ;
 - L'entretien et les consignes d'exploitation ;
 - Les communications radioélectriques ;
 - L'installation d'extinction automatique à gaz de la salle des serveurs informatiques ;
 - Les portes coupe-feu de recouvrement des circulations horizontales communes.
- Procéder aux essais pour juger du fonctionnement des dispositifs ci – après :
 - Robinets d'incendie armés ;
 - Installation d'extinction automatique à gaz dans la salle des serveurs informatiques ;
 - Système de sécurité incendie ;
 - Poteau incendie.

5- Conditions de participation

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt s'adresse aux Consultants, experts avérés en contrôle de conformité des normes camerounaises et de laboratoires de contrôle des équipements électriques et de sécurité incendie.

6.Méthodologie de travail

Un Comité de pilotage, organe de relecture et de validation des travaux réalisés est constitué par les Chefs de structures (Responsables métiers) et assisté par un secrétariat technique composé de référents métiers sélectionnés par la Division du Management Intégré et des Risques sur avis des Chefs de structure. Ce dernier sera chargé de la préparation des documents et apportera l'appui technique sollicité au Consultant dans le cadre de l'activité.

7. Obligation du FEICOM

Le FEICOM sous la houlette de son Directeur Général, en sa qualité de mandataire de l'étude, mettra sur pied un comité de pilotage assisté d'un secrétariat technique pour assurer la supervision de l'étude, l'encadrement des experts et la validation des livrables finaux. La Division du Management Intégré et des Risques mettra à disposition du Cabinet sept (07) jours calendaires au plus tard après sa demande, les informations et la documentation nécessaires à la réalisation de la mission.

8.Profil du soumissionnaire

Le Cabinet en charge de l'étude devra remplir les critères de qualification ci-après :

- 1 expert (e) justifiant d'un diplôme d'études supérieures (Bac + 5) en génie électrique pour le lot installations électriques et en qualité/sécurité/environnement pour le volet sécurité-incendie ; justifié d'une expertise avérée en contrôle de conformité des normes camerounaises et de laboratoires de contrôle des équipements électriques et de sécurité incendie et a dix (10) années d'expérience probante dans :
 - L'inspection des équipements et installations électriques, l'évaluation des risques et les habilitations électriques pour le volet installations électriques ;
 - L'inspection des équipements et installations incendies, l'évaluation des risques et une certification Nebosh SST pour le volet incendie ;
- Une excellente capacité de communication, une bonne connaissance des langues française et anglaise, d'excellentes qualités rédactionnelles, des connaissances avérées en analyse statistique ;
Avoir réalisé au moins deux (02) prestations similaires.

9- Critères de qualification ou d'évaluation

9-1 Critères éliminatoires

- a) Dossier administratif resté incomplet ou non conforme 48 heures après l'ouverture des plis;
- b) Note technique inférieure à 70% ;
- c) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- d) Absence d'une preuve d'expertise avérée en contrôle de conformité des normes camerounaises et de laboratoires de contrôle des équipements électriques et de sécurité incendie ;
- e) Absence de la preuve des certifications ISO 9001/140001/45001 à jour.

9.2 Critères essentiels :

- a) Présentation générale de l'offre ;
- b) Références du Cabinet pour des missions similaires ;
- c) Qualification du personnel clé ;
- d) Note méthodologique ;
- e) Moyens logistiques.

9.3- Profil du Cabinet

1. Être une entreprise d'inspection nationale ou internationale avec des références dans des pays subsahariens avec au moins 20 ans de présence au Cameroun ;
2. Être une entreprise certifiée ISO 9001/140001/45001 avec toutes les certifications à jour ;
3. Justifier de références dans la certification de conformité de matériels électriques ;
4. Pouvoir justifier d'une expertise avérée en contrôle de conformité des normes camerounaises et de laboratoires de contrôle des équipements électriques et de sécurité incendie ;
5. Note méthodologique mettant en exergue des inspections digitalisées afin de faire participer de façon efficace et optimisée les équipes du FEICOM, tout en limitant les déplacements et les frais y afférents ;
6. Personnel d'intervention :

*Volet installations électriques :

- Ingénieur génie électrique ;
- Expérience : 10 ans ;
- Compétence :
- Inspection des équipements et installations électriques
- Evaluation des risques
- Habillations électriques

*Volet sécurité-Incendie :

- BAC+5 Qualité/sécurité/Environnement ;
- Expérience : 10 ans ;
- Compétence :
- Inspection des équipements et installations incendie
- Evaluation des risques
- Certification Nebosh SST.

10- Dossiers administratif et technique

10-1 Pour le Dossier Administratif, les pièces administratives suivantes sont requises :

Les pièces administratives suivantes sont requises :

- Une lettre de manifestation d'intérêt timbrée ;
- Un Certificat de non-exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- Une copie de l'attestation d'immatriculation timbrée ;
- Une expédition des actes constitutifs du Cabinet ou une copie légalisée de l'inscription au Registre de commerce et du Crédit Mobilier ;
- Une attestation de non redevance timbrée ;
- Un plan de localisation signé sur l'honneur précisant la Commune du lieu de l'établissement, la dénomination du quartier et le lieu-dit ;
- Une attestation de non-faillite délivrée par le Greffe du Tribunal du lieu du siège social de l'Entreprise ;
- Une attestation pour soumission délivrée par la CNPS ;
- Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire.

** NB : Toutes les pièces fiscales devront être datées de moins de trois mois.*

10.2 Pour le Dossier Technique, les documents ci-dessous doivent être produits :

a) Chaque Cabinet fournira :

- Un dossier de références techniques présentant les références d'au moins deux (02) prestations similaires dont l'une pour une entreprise publique au cours des sept (07) dernières années, présentant : le projet, le commanditaire, le coût des prestations, les procès-verbaux de réceptions ou de recette ;
- La preuve d'une ancienneté d'au moins 20 ans de présence au Cameroun ;
- La preuve de possession d'un laboratoire certifié ISO 17025 dans la sous-région d'Afrique Centrale ;
- Des certifications ISO 9001/14001/45001 à jour ;
- une note présentant sa méthodologie, son calendrier et les moyens logistiques à disposition (moyens matériels, etc.) ;

Pour son personnel clé, il présentera

- Un curriculum vitae signé et daté ;
- Une copie certifiée conforme des diplômes ;
- Une attestation de disponibilité du personnel ;
- Une attestation de présentation de l'original des diplômes ;
- Un dossier de références techniques présentant les références d'au moins quatre (04) prestations similaires dont l'une pour une entreprise publique au cours des sept (07) dernières années, présentant : le projet, le commanditaire, le coût des prestations, les procès-verbaux de réceptions ou de recette ;
- Une note présentant sa méthodologie, son calendrier et les moyens logistiques à disposition (moyens matériels, etc.).
- Il devra proposer un personnel assistant pour chaque expert des volets concerné au profil adéquat à chaque volet.

Critères d'évaluation du Dossier technique

Critères d'évaluation	Répartition	Points	
		Nombre	Sous total
Références du Cabinet (expérience dans les pays subsahariens ayant au moins 20 ans de présence au Cameroun)	Ancienneté du Cabinet (nombre d'années >20 ans)	5 pts	40 pts
	Expérience dans les prestations similaires (4 projets et 5 pts par projet)	20 pts	
	Diversification des compétences en relation avec la mission au sein du Cabinet	15 pts	
Certifications iso de l'entreprise	Être une entreprise certifiée iso 9001/14001/45001 avec toutes les certifications à jour (10 points).	1 pt	1 pt
références dans la certification de conformité de matériels électriques	1 certificat délivré	2 pts	6 pts
	2 certificats délivrés	4 pts	
	3 certificats délivrés	6 pts	
Compétence et capacité du personnel présenté par le Cabinet	<i>Formation spécifique adéquate des experts par rapport à la mission 5 pts par expert</i>	10 pts	33 pts
	<i>Diplôme certifié conforme par une autorité+ CV (1. pt par p.a bien présenté)</i>	05 pts	
	<i>Adéquation des références des experts avec la mission (03 références 3 points par référence par expert)</i>	18 pts	
note méthodologique	Note méthodologique mettant en exergue des inspections digitalisées afin de faire participer de façon efficace et optimisée les équipes du FEICOM, tout en limitant les déplacements et les frais y afférents	11 pts	11 pts
Moyens logistiques	<i>Kit d'outils de vérification + Véhicules d'intervention et EPI</i>	6 pts	6 pts
Présentation du Dossier	<i>Ordonnancement des pièces</i>	1pt	3 pts
	<i>Insertion du sommaire</i>	1pt	
	<i>Lisibilité des pièces</i>	1 pt	
TOTAL			100 pts

11. Durée de la mission

La période de la mission est cent vingt (120) jours hors délai de validation des livrables à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage de la prestation.

Des ordres de service seront notifiés par l'Ingénieur du Marché à la fin de chaque période. Les rapports provisoires seront produits et validés dans les sept (07) jours suivant la réception et le rapport final dans les quatorze (14) jours maximum.

12. Financement

Les prestations objet du présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt seront financées par le budget du Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale, Exercices 2023 et suivant, ligne budgétaire honoraires versés « 61-20-50 ».

13. Mention à inscrire

Les dossiers de manifestation d'intérêt devront parvenir en sept (07) exemplaires en français ou en anglais, sous pli fermé, à l'adresse ci-après, au plus tard le ~~22 SEPT 2023~~ **28 AOUT 2023** à 10 heures, avec la mention suivante :

« AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N° ~~011/ASMI/FEICOM/DG/2023~~ **DU 28 AOUT 2023**
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET EN VUE DU CONTROLE DE LA CONFORMITE DES
INSTALLATIONS ELECTRIQUES ET DE SECURITE-INCENDIE DE L'IMMEUBLE SIEGE ET DES
AGENCES REGIONALES DU FEICOM

14- Adresse de dépôt des candidatures et renseignements complémentaires :

DIRECTION GENERALE DU FEICOM

Service des Marchés et Approvisionnements, Porte 11, Poste 217, sis à l'ancien siège du FEICOM
Quartier Mimboman BP 718 Yaoundé, FEICOM Rue 4.561, Mimboman Yde 4^{ème}

Cameroun

Tel (237) 222 23 51 64- Fax (237) 222 23 17 59

Yaoundé, le 28 AOUT 2023

Ampliations :

- MINMAP ATRC ;
- ARMP (pour publication et archivage)
- AFFICHAGE (pour information) ;
- CHRONOS/ARCHIVES.

Le Directeur Général du FEICOM,
Maître d'Ouvrage



Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE

RECEVU LE 28 AOUT 2023

28 AOUT 2023 1523



SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE

"CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST No. ~~001~~ /ASMI/FEICOM/DG/2023 OF 28 AOUT 2023
FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANCY FIRM TO VERIFY THE COMPLIANCE OF ELECTRICAL
AND FIRE SAFETY INSTALLATIONS IN THE FEICOM HEAD OFFICE AND REGIONAL AGENCIES'
BUILDINGS

1-BACKGROUND AND RATIONALE

The principal mission of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), a Public Economic and financial Establishment created in 1974 by the law organising Councils and placed under the double supervisory authority of the Ministry of Decentralization and Local Development (MINDDEVEL) and the Ministry of Finance (MINFI), is to contribute to the harmonious development of all Regional and Local Authorities (RLAs) based on national solidarity and inter-regional and inter-Council balance, in conjunction with the administrations concerned.

Since its restructuring in 2005, the organisation has undertaken several reforms aimed at improving its internal processes, governance, its functioning and the working conditions of its employees. In order to achieve better performance and ensure compliance with standards and regulations within the institution, major reforms have been initiated, in particular the establishment of a Quality Management System (QMS) based on a progress approach, which led the organisation to its certification under version 2008 of the ISO 9001 standard in 2009 and the migration of its management system to the 2015 version of this standard in 2017. For this reason, FEICOM has been able to attain unprecedented levels of results both in the mobilisation of resources for the development of Regional and Local Authorities and in the financing of local development projects.

In view of continuous improvement, the new organisational chart adopted by the Board of Directors in its session of 28 July 2020, enshrines the adoption by the organization of an integrated Quality-Security-Environment management system. This highlights the simultaneous development of a Quality Management System (QMS), environmental management and occupational health and safety management. The adoption of environmental management has led to the certification of the organisation under the ISO 14001/2015 standard, which recognises FEICOM's environmental commitment in line with international standards. Through this commitment, the organization is working to reduce the impact of its activities on the environment.

One of the requirements for reducing the organisation's environmental footprint is the regular monitoring of the compliance of the electrical and fire safety installations in its buildings. The idea is to assess the compliance of the organization's buildings in these different areas and to make any adjustments recommended by the end of the studies to be carried out.

2. Purpose of the service

The General Manager of FEICOM, Project Owner, hereby launches an invitation for expression of interest for the pre-qualification of consultancy firms that can:

- assess the compliance of the electrical installations of the Head Office and Regional Agencies' buildings and then verify the compliance of the said buildings;
- assess the conformity of the rescue and fire safety equipment in the Head Office and Regional Agencies' buildings.

3. Nature and content of the services

This is a contractual assignment aimed at recruiting a consultancy firm to:

1. Carry out an audit of the electrical installations in the Head Office and Regional Agencies' buildings in keeping with the following standards:
 - Law No. 2011/022 of 14 December 2011 governing the electricity sector in Cameroon;
 - Joint Order No. 002164/MINMIDT/MINEE of 20 June 2012, making the application of Cameroonian Standard NC 244 C 15 100 mandatory: 2011-08 low-voltage electrical installations;
 - Standards NC 244 C15100 (2011); NF C 15-100 (12-2002); NF C 13-100 (04-2001); NF C 13-200 (09-2009); NF C 15-211 (08-2006); NF C 15-150-1 (10-1998);

2. Carry out an audit of the rescue means available for the Head Office and Regional Agencies' buildings, in accordance with the following standards:
 - Order of 25 June 1980 approving the general provisions of the safety regulations against the risks of fire and panic in establishments receiving the public (ERP);
 - The Labour Code;
 - Standard NF S 62-201 - Reinforced fire valves equipped with semi-rigid pipes - Rules for installation and maintenance of the installation;
 - Standard NF S 62-200 - Fire posts and hydrants - Rules for installation, reception and maintenance;
 - APSAD Technical Rule R4 - Mobile fire extinguishers;
 - APSAD Technical Rule R5 - Installation of fire-hose stations;
 - APSAD Technical Rule R6 - Rules for the organisation of a fire safety service;
 - APSAD Technical Rule R7 - Installation of automatic fire detection systems;
 - APSAD Technical Rule R18 - Electrical installations inspected by an approved inspector.

4. Methodology

Specifically, the consultant shall be required to:

- ❖ In connection with the auditing of electrical installations:
 - Classify the premises and locations according to external influences;
 - Determine the features of the electrical installations audited, particularly with regard to:
 - HV pipework protection and control;
 - Methods used to lay HV pipework;
 - Control and sectioning of LV pipework;
 - Type of cables and methods of installation of LV pipework;
 - Check the low-voltage installations, particularly the low-voltage circuits and low-voltage sources;
 - Give the results of measurements and tests:
 - Insulation measurements;
 - Verification of the continuity and resistance of protective conductors and equipotential bonding;
 - Tripping tests on residual differential devices;
 - Measurement of loop impedances ("indirect contact" protection);
 - Measurement of earth connection resistance;
 - Measuring equipment used.
- ❖ Auditing of fire-fighting resources:
 - Describe the existing fire-fighting resources, including:
 - Fire extinguishing equipment (a fire hose system, several portable extinguishers, a fire hydrant, an automatic gas extinguishing system in the IT server room, etc.);
 - Detection and alarm systems (an addressable fire safety system);
 - Carry out an examination of the installations, specifically:
 - Fire-fighting equipment;
 - Fire extinguishing equipment;
 - Systems designed to facilitate the action of the fire brigade;
 - The fire detection system;
 - The fire safety system control panel (SMSI);
 - The alarm system;
 - Maintenance and operating instructions;
 - Radio communications;

- The installation of an automatic gas extinguisher system in the computer server room;
- The fire-proof doors intersecting the common horizontal corridors.
- Carry out tests to assess the operation of the following devices:
 - Fire hose station;
 - Installation of an automatic gas extinguisher in the computer server room;
 - Fire safety system;
 - Fire hydrants.

5- Conditions of participation

This Call for Expression of Interest is addressed to Consultants or experts who have seasoned skills in verifying compliance with Cameroonian standards and to laboratories specialised in testing electrical and fire safety equipment.

6- Working methodology

A Steering Committee, which shall be responsible for reviewing and validating the work carried out, shall comprise the heads of entities (business line managers) assisted by a technical secretariat made up of business line managers selected by the Integrated and Risk Management Division (DMIR) based on the opinion of the heads of entities. The technical secretariat shall be responsible for the preparation of documents and will provide the technical support requested from the Consultant within the framework of the assignment.

7. Obligations Of FEICOM

FEICOM, under the leadership of its General Manager, in his capacity as the overseer of the study, shall set up a steering committee assisted by a technical secretariat to ensure the supervision of the study, the follow-up of the experts and the validation of the final deliverables. The Integrated and Risk Management Division (DMIR) will provide the consultancy firm with the information and documentation required to carry out the assignment no later than seven (07) calendar days after its request.

8- Tenderer's profile

The consultancy firm in charge of the study should meet the following qualification criteria:

- One expert with a higher education diploma (GCE A/L+ 5 years of higher education) in electrical engineering for the electrical installations work package and in quality/safety/environment for the fire safety work package with a proven expertise in verifying compliance with Cameroonian standards and inspection laboratories for electrical and fire safety equipment and ten (10) years' proven experience in:
 - The inspection of electrical equipment and installations, risk assessment and electrical expertise for the electrical installations;
 - The inspection of fire equipment and installations, risk assessment and Nebosh SST certification for the fire component;
- Have excellent communication skills, good knowledge of French and English, excellent writing skills, proven knowledge in statistical analysis;
- Completion of at least two (02) similar services.

9- Qualification or evaluation criteria

9.1 Elimination criteria:

1. Incomplete or non-compliance file remained 48 after the opening of the bid;
2. Lack of qualified staff
3. Absence of proof of seasoned expertise in the verification of compliance with Cameroonian standards and laboratories for checking electrical and fire safety equipment;
4. Absence of company certification;
5. Technical score below 70/100.

9.2 Essential criteria:

1. Be a national or international inspection company with references in sub-Saharan African countries and at least 20 years' presence in Cameroon;
2. Be an ISO 9001/140001/45001 certified company with up-to-date certifications;
3. Show proof of references in the certification of the compliance of electrical equipment;
4. Show proof that it has seasoned expertise in the verification of compliance with Cameroonian standards and also laboratories for the testing of electrical and fire safety equipment;
5. Methodological note highlighting digitised inspections in order to involve FEICOM's teams in an efficient and optimised manner, while limiting travel and related costs;
6. Response personnel:

*Electrical installations component:

- Electrical Engineer;
Experience 10 years.
Skills/competence:
 - Inspection of electrical equipment and installations
 - Risk assessment
 - Electrical accreditations

*Fire safety component:

- GCE A/L+5 years of studies in Quality/Safety/Environment;
Experience 10 years.
Skills/competence:
 - Inspection of fire safety equipment and installations
 - Risk assessment
 - Nebosh SST certification

10- Administrative and technical files

10.1- For the administrative file, the following administrative documents are required:

The following administrative documents are required:

- A stamped letter of expression of interest;
- An attestation of non-exclusion from public contracts issued by ARMP;
- A stamped copy of the certificate of registration;
- A copy of the constituent documents of the consultancy firm or a legalized copy of the registration in the Trade and Personal Property Credit Register;
- A stamped tax clearance certificate;
- A location map signed on honour specifying the municipality of the place of establishment, the name of the neighbourhood and the locality;
- A certificate of non-bankruptcy issued by the Court Registry of the place where the Company's head office is located;
- A certificate of submission issued by NSIF

- An Attestation of bank account of the bidder.

* NB: All tax documents must have been issued within the last three months.

10.2 For the Technical File, the following documents should be provided:

a) Each consultancy firm should provide:

- A file of technical references presenting the references of at least two (02) similar services carried out during the last seven (07) years, presenting: the project, the client, the cost of the services, the acceptance reports or payment
- Proof of at least 20 years of presence in Cameroon;
- Proof of possession of an ISO 17025 certified laboratory in the Central African sub-region;
- Up-to-date ISO 9001/14001/45001 certifications;
- A note presenting his/her methodology, timetable and logistics at its disposal (material resources, etc.);

For its key personnel, it should present

- A signed and dated curriculum vitae
- A certified true copy of the certificates;
- An attestation of staff availability;
- An attestation of presentation of the original diplomas;
- A file of technical references presenting the references of at least two (04) similar services carried out within the last seven (07) years, presenting: the project, the client, the cost of the services, the acceptance reports or payment
- A note presenting his/her methodology, timetable and logistics at its disposal (material resources, etc.);
- The consultancy firm should propose an assistant manager for each expert of the components concerned with the appropriate profile for each component.

Evaluation criteria of the technical file

Evaluation criteria	Distribution	Points	
		Number	Sub-total
References of the consultancy firm (experience in Sub-Saharan African countries with at least 20 years of presence in Cameroon)	Age of the firm in years >20 years)	5 points	40 points
	Experience in similar services (5 projects and 5 points per project)	20 points	
	Diversification of skills within the firm in relation to the assignment	15 points	
Company's ISO certifications	Be an iso 9001/14001/45001 certified company with up-to-date certifications (10 points).	(1 point)	(1 point)
References in conformity certification of electrical equipment	1 certificate issued	2 points	6 points
	2 certificates issued	4 points	
	3 certificates issued	6 points	
Capacity and skills of the staff presented by the consultancy firm	Specific training of experts in relation to the mission 5 points per expert	10 points	33 points
	Diploma certified by an authority + CV (1. point for each properly presented diploma and CV)	05 points	

	<i>Adequacy of the experts' references with respect to the mission (03 references: 03 points per reference per Expert)</i>	18 points	
Methodological note	Methodological note highlighting digitised inspections in order to involve FEICOM teams in an efficient and optimised way, while limiting travel and related costs.	11 points	11 points
Logistics	Kit of verification tools + Intervention vehicles and PPE	6 points	6 points
Presentation of the file	<i>Ordering of documents</i>	(1 point)	3 points
	<i>Insertion of the Table of contents</i>	1 pt	
	<i>Legibility of documents</i>	(1 pt)	
TOTAL			100 pts

11. Duration of the mission

The duration of the assignment shall be sixty (120) days, excluding the period for the validation of deliverables, from the date of notification of the service order to start the service.

Service orders will be issued by the Contract Engineer at the end of each period. Interim reports shall be produced and validated within seven (07) days of receipt and the final report within fourteen (14) days of receipt.

12. Financing

The services covered by this call for expression of interest will be financed by the budget of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance, Fiscal Year 2023 budget line for paid fees "61-20 -50"

13. Wording to include

Seven (07) copies of the expression of interest files must be received in a sealed envelope in French or English at the address below, no later than 10:00 a.m. on 22 SEPT 2023, with the following wording:

"CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No. 001/ASM/FEICOM/DG/2023 OF 28 AOUT 2023
FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANCY FIRM TO VERIFY THE COMPLIANCE OF ELECTRICAL AND FIRE SAFETY INSTALLATIONS IN THE FEICOM HEAD OFFICE AND REGIONAL AGENCIES' BUILDINGS"

14- Address for submitting applications and for obtaining further information:

FEICOM HEAD OFFICE

Service of Contracts and Supplies, Room 11, Door 217, Former site of FEICOM's Head Office

Mimboman neighbourhood, P. O. Box 718 Yaounde, FEICOM Street 4.561, Mimboman Yaoundé IV
Cameroon

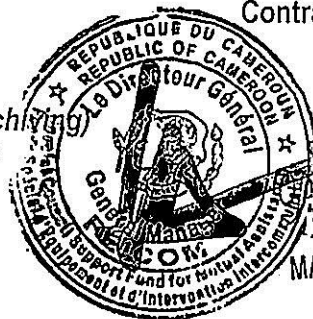
Tel (237) 222 23 51 64- Fax (237) 222 23 17 59

Yaoundé, on 28 AOUT 2023

The General Manager of FEICOM,
Contracting Authority

Copies:

- MINMAP ATRC;
- ARMP (for publication and archiving)
- Notice board (for information)
- Files/archives



Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE